

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]
portant titularisation et classement

Le [La] ministre [...],

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre III de la partie législative ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le chapitre VII du titre II du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le [...] ;

(*STATUT PARTICULIER DU CORPS/EF AUQUEL APPARTIENT L'INTÉRESSÉ(E)*)

Considérant que la période de stage accomplie par [M. / Mme] [Nom] [Prénom] est probante,

Arrêt[e] :

Article 1er : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [...], [...] , affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], en qualité de stagiaire, est titularisé[e] dans le corps des : [...], au grade de : [...], à compter du [...].
[*LE CAS ECHEANT SI PAS DE SPECIALITE*]

Article 1er bis : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [...], [...] , affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], en qualité de stagiaire, est titularisé[e] dans le corps des : [...], au grade de : [...], dans la spécialité : [...] à compter du [...].
[*LE CAS ECHEANT SI SPECIALITE*]

Article 2 : L'intéressé[e] est, à la même date, classé[e] dans les conditions suivantes:
- Echelon: [...]
- Ancienneté conservée dans l'échelon : [...]
- Indice brut : [...]
- Indice majoré de carrière : [...]
- Indice majoré de rémunération : [...]
- Indice de pension civile : [...]

Article 3 : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]